

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1064

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

12 décembre 1991 - n° 1064
Hebdomadaire romand
Vingt-neuvième année

Trop fort ou trop tard

La conjoncture économique est chose fluctuante et d'apparence capricieuse. Elle évolue en fonction de diverses variables dont on mesure difficilement l'influence et, plus mal encore, les interactions. A défaut d'une évaluation rationnelle, l'approche devient magique, ou à tout le moins impressionniste; les modèles les plus sophistiqués n'y changent rien.

De la conjoncture, les magiciens de la prévision économique ne peuvent dire qu'une chose : à force d'évoluer, elle va bien finir par se retourner. Mais nul ne sait d'avance le jour ni l'heure. En attendant, par un mécanisme d'entraînement mutuel, les investisseurs, producteurs, vendeurs et consommateurs amplifient les mouvements de la conjoncture par leur comportement exagéré. Tout se passe comme si ceux qui détiennent les moyens de financement ou de production, les secrets du marketing ou le pouvoir d'achat, tendaient à «forcer» chacune des courbes de l'évolution conjoncturelle, vers les hauteurs inflationnistes ou les profondeurs de la crise, selon les circonstances.

Cette espèce de vertige poussant irrésistiblement vers les extrêmes saisit curieusement tous les acteurs du monde économique, pourtant réputés faire des choix rationnels. Même les banquiers oublient la légèreté des décisions de financement prises dans l'euphorie spéculative des années quatre-vingt et constituent à grand bruit toutes sortes de réserves et provisions pour promoteurs en difficultés et autres débiteurs douteux. Les fabricants et les distributeurs pleurent de plus en plus fort sur les marges, à défaut de pouvoir le faire sur les ventes dont la simple progression brute leur suffisait encore il y a peu.

A ce jeu-là, les consommateurs, traditionnellement considérés comme les plus émotionnels des acteurs économiques, paraissent faire des choix plus rigoureux. Par un effet de la conjoncture difficile, venue peut-être renforcer un discernement consumériste, les acheteurs se montrent désormais plus sélectifs, au point que certains n'hésitent pas à proclamer la disparition de la société de consommation (*L'Express*, 15.11)

ou «la fin des années frime» (*Le Point*, 16-22.11). Tout le monde, magazines et journalistes économiques en tête, fait présentement dans la sous-enchère conjoncturelle, après avoir donné dans la croissance à tout prix, le boursicotage en prêt-à-gagner ainsi que dans la confusion entre l'audace d'entreprendre et l'initiative individuelle poussée jusqu'à la témérité.

Par-delà l'exacerbation du climat conjoncturel et les surréactions qu'elle induit, il faut reconnaître l'extraordinaire souplesse des agents économiques, capables d'adapter leurs comportements dans les meilleurs délais. Comme si le besoin de gagner de l'argent, ou de n'en point trop perdre, permettait d'adopter, successivement et sans complexe, des attitudes parfaitement contradictoires.

On veut bien croire que c'est par souci de cohérence: les gens de la politique, eux, prennent leur temps pour réagir aux circonstances nouvelles de la conjoncture. Certes, la droite, qui se croit définitivement seule compétente en matière de politique économique, ne manque jamais d'empêcher ou au moins de freiner l'intervention des pouvoirs publics. Si bien qu'à chaque train de mesures anti-inflation ou à chaque programme de relance, les détracteurs du projet peuvent non sans raison affirmer que l'Etat s'y prend trop tard et ferait somme toute mieux de laisser faire. On l'a bien vu récemment avec les arrêtés urgents anti-spéculation immobilière: proposés et discutés au moment où le marché surchauffé des terrains et bâtiments ne pouvait manquer de tomber dans l'extrême inverse, ces arrêtés sont finalement, toutes manœuvres dilatoires écartées, entrés en vigueur un peu tard effectivement. Leur effet, à savoir la suppression des abus les plus manifestes en région urbaine, s'est combiné avec la récession et la fin des cavalcades spéculatives de promoteurs au petit pied financier et à la grosse tête gonflée de projets trop ambitieux.

Mais toute pyramide posée sur la pointe finit bien par se remettre sur sa base. Par l'effet de surréactions hâtives ou de contre-mesures tardives.

YJ